



Procès-verbal de la réunion du jeudi 22 février 2018.

L'an deux mille dix-huit, le jeudi 22 février, les membres du Conseil Communautaire légalement convoqués se sont réunis à la salle des fêtes de Dampierre-en-Bray, à dix-neuf heures, conformément à la convocation du 12 février et sous la Présidence de Monsieur Eric Picard.

Nombre de membre en exercice : 81.

Délégués présents : 47

Pouvoirs : 11.

Etaient présents :

Ms et Mmes : Bréquigny I. Deschamps F. Fournier L. Rimbert D. Denjean M. Quesney Y. Broux E. Cosquer J.L Nottias B. Vieubled B. Duclos E. Beuvin M. Dexemple J.P. Devillerval M.F. Canu J.N Patris P. Maine-marre N. Turban P. Hagnéré C. Rouzé D. Picard E. Méry I. Larchevêque F. Delafontaine B. Pain J.L. Legendre F. Baguet V. Cailleux M. Duval A. Buquet J. Buquet J.M. Coaillet M. Delwarde J.C. Dion O. Legay P. Mallet E. Grisel J. Duval I. Sagot J. Lefebvre C. Elie C. Degry D. Dupard R. Dion P. Gibaux M. Thillard M.B. Dumouchel J.C.

Absents excusés : R. Décarnelle. M. Lejeune. F. Godebout. C. Lesueur. D. Guesdon. F. Bourguignon.

Excuses et pouvoirs :

- Christian Ducrocq excusé pouvoir à Dominique Rouzé
- Thomas Hermand excusé pouvoir à J.Claude Dumouchel
- J-Pierre Bisson excusé pouvoir à Bruno Vieubled
- Joël Decoudre excusé pouvoir à Jacques Buquet
- J. Yves Duflos excusé pouvoir à J. Manuel Buquet
- Fabienne Knoops excusée pouvoir à Francis Larchevêque
- J.Marc Ducrozet excusé pouvoir à Blandine Delafontaine
- Joëlle Godin excusée pouvoir à Valérie Baguet
- Bruno Chardel excusé pouvoir à Eric Picard
- José Blondé excusé pouvoir à Isabelle Méry
- René Devin excusé pouvoir à Pascal Legay

Le compte rendu de la dernière réunion, est adopté à l'unanimité par les membres présents.

M. le président débute la séance en remerciant le Maire de Dampierre-en-Bray pour son accueil. Il excuse M. Lejeune, pour cause de décès d'un proche et Ms Guesdon et Bourguignon qui l'accompagnent.

Il aborde l'ordre du jour par le D.O.B 2018 qui a été adressé, par mail, à chacun des délégués communautaires.

Débat d'orientations budgétaires (D.O.B) 2018
--

M. le président explique qu'il s'agit du 1^{er} « véritable » débat d'orientation de la Communauté de communes des 4 rivières puisque le début d'année passée a été marquée par la fusion et les contraintes budgétaires qui l'ont marquée.

Outre l'obligation légale qui s'impose à la collectivité de le faire, la réunion de ce soir doit être l'occasion d'avoir un véritable échange sur les orientations politiques, financières et structurelles que nous souhaitons donner à cette communauté de communes, pour l'année bien sûr, mais au-delà, pour les années à venir.

Afin de structurer notre soirée, je vous propose que nous passions rapidement :

- sur le volet national et les informations générales

- pour nous attacher dans un deuxième temps à l'examen de la situation actuelle en termes d'effectifs et de finances
- pour terminer sur l'examen des projets en cours et à venir

La clôture de ce débat et des observations qui seront formulées permettra de finaliser les préparations budgétaires en cours, en tenant compte des remarques et propositions retenues.

M. Turban regrette de ne pas avoir eu plus de temps pour parcourir le document (D.O.B) reçu par mail un peu tardivement.

Mr Picard lui indique qu'effectivement, les dates de commissions et les modifications de dernières minutes n'ont pas permis d'envoyer le rapport plus tôt et il le regrette également. Il veillera à ce que cela ne se reproduise pas à l'avenir.

M. le Président laisse la parole à M. Legay pour la présentation du rapport d'orientations budgétaires 2018.

Pages 4 à 8 – Rappel du cadre réglementaire du Code Général des collectivités

Le débat donnera lieu à un vote et à une délibération. Il doit se tenir dans les 2 mois qui précèdent le vote du budget. Les réunions des conseils communautaires pour les votes des budgets sont prévues les :

- Jeudi 22 mars 2018 – 19 h 00 – Beauvoir en Lyons - budgets annexes
- Jeudi 12 avril 2018 – 19 h 00 – Gancourt Saint Etienne Budget général

Pages 5 et 7 :

Il est précisé que le gouvernement a réaffirmé que les collectivités locales doivent s'inscrire dans une démarche déjà initiée ces dernières années de réduction des dépenses générales et que des correctifs de dotation seront appliqués pour celles qui « ne jouent pas le jeu ».

En clair, des nouvelles baisses de dotations et/ou prélèvements sur fiscalité sont à prévoir dès 2019 pour les collectivités récalcitrantes.

En revanche, si les efforts demandés sont constatés (notamment en ce qui concerne la capacité de désendettement et d'optimisation des dépenses de fonctionnement, le gouvernement prévoit un « bonus » sous forme de dotation d'investissement.

Pour ce qui concerne la taxe d'habitation, nous restons sur un engagement présidentiel de compensation financière aux communes et EPCI.

Pages 9 à 16 – La Communauté de Communes des 4 rivières

Nous ne reviendrons pas sur les années 2016 et 2017 qui ont vues la naissance « dans la douleur » de notre communauté de communes et sa 1^{ère} année difficile d'installation.

Il faut regarder les choses en face. Ce mariage, même arrangé, se doit de fonctionner. Chacun a eu le temps de s'exprimer, de s'en réjouir pour certains points, de se révolter sur d'autres....

Maintenant, il serait bien de fermer cette parenthèse, définitivement et collectivement. Il n'y a pas de divorce possible, donc, faisons en sorte que cette fusion soit une réussite, pour le bien de nos administrés et de nos entreprises, pour que notre territoire soit reconnu et innovant. Nous avons tous ces préoccupations en commun, sinon, nous ne serions pas élus et engagés dans l'intercommunalité !

Donc, construisons notre avenir avec ce formidable outil qu'est la communauté de communes, prenons la en main pour lui donner la direction que nous souhaitons qu'elle prenne, en venant, non pas en concurrence de ceux les anciennes communautés, et encore moins des communes qui en font partie, mais comme une nouvelle chance de création de projets anciens qui sont à perdurer et nouveaux qui sont à structurer !

En préambule, il convient de rappeler, même si tous ici en sommes conscient, qu'une intercommunalité, quel que soit sa taille, a vocation à porter des projets structurants que les communes, seules, ne pourraient financer en investissement ou faire fonctionner.

Les interco. n'ont pas vocation à se substituer ou à venir en concurrence des communes dans des opérations de fonctionnement.

Il convient de rappeler également et de se mettre d'accord, sur les objectifs à atteindre pour notre collectivité : **(page 9 du rapport)**

- Développer une capacité d'adaptation dans un univers territorial qui se modifie
- Faire face aux conséquences des baisses de dotation à coûts constants pour le contribuable
- Développer un système d'accès aux soins sur un territoire « rural » largement impacté par la désertification médicale et qui nécessite la création de structures pluri-disciplinaires de qualité pour maximiser d'accueil des professions médicales et para médicales
- Et enfin, s'inscrire dans les axes prioritaires des contrats régionaux et nationaux en vue d'accroître son attractivité en élargissant son intervention dans les domaines de l'accès à la formation, au tourisme et, plus largement, en présentant des projets pluriannuels permettant de lever des financements et de porter des projets ou des services structurants à l'échelle de son territoire.
- L'important travail de concertation qui reste à réaliser en 2018 pour la définition de son domaine d'intervention dans les années à venir et les moyens qu'elle devra mettre en œuvre pour assumer ses choix

Les pages 10 à 16 : Budget Général - Données RH et financières en fonctionnement et en investissement

Synthèse :

En RH : Le budget consacré à la rémunération des agents de la CC4R au regard de l'ensemble des compétences exercées reste en dessous de la norme nationale. 16.23 % des dépenses de fonctionnement (moyenne nationale 34.5 %). 13 agents au total.

La prise de nouvelles compétences, les transferts devront s'accompagner d'une réflexion globale des conditions de travail (regroupement des agents administratifs sur un seul site), spécialisation des métiers etc...

La mise en place courant 2018 et sur les années à venir d'une structure administrative solide, d'une gestion fine des effectifs et des compétences, d'un plan de formation dynamique, d'entretien d'évaluation réguliers basés sur des objectifs et des fiches de postes, la création de services communs et mutualisés entre les communes et la CC4R permettra de maîtriser les dépenses liées au personnel et de renforcer la collaboration intercommunale.

Finances :

Fonctionnement (pages 12 à 14)

Les indications fournies sont sous réserve de la transmission et de croisement avec le compte de gestion du trésorier.

Synthèse : on peut constater que la situation de la CC4R est très saine.

Investissement (pages 15 et 16)

On peut déplorer un faible niveau d'investissement, ce qui est en contradiction avec la vocation d'une intercommunalité mais qui s'explique par la neutralisation de l'année 2016 qui est la résultante de la mise en place de la fusion.

Dettes (page 16)

Bien qu'ayant repris l'ensemble des emprunts des 3 ex communautés, la collectivité peut se prévaloir d'un taux d'endettement extrêmement faible.

Cette donnée va nous permettre d'être ambitieux dans les projets à venir et nous épargne les tracas d'autres EPCI qui voient ce paramètre comme un frein énorme à l'investissement.

La page 18, est une reprise de la fiche FPIC de la CC4R. Il est important de s'y arrêter :

- Potentiel financier par habitant de la CC4R est de **585.15 €** ➔ **617.61 € en France**
- Revenu par habitant moyen par habitant de la CC4R est de **11 797.66 €** ➔ **14 438.31 € en France métropolitaine**

Les propositions de projets 2018 et suivantes (page 17)

Il semble que les bonnes nouvelles d'une frémissante reprise de l'activité économique amorcée fin 2017 soient confirmées pour l'année 2018, Il faut donc espérer que les recettes soient à minima équivalentes, voire en légère augmentation.

De plus, concernant l'imposition des ménages, les services de l'Etat ont pris des engagements multipliés sur la compensation de la taxe d'habitation en 2018. Cette compensation sera à surveiller attentivement en cours d'exercice. Une revalorisation des bases permet de projeter une augmentation mais aucune information fiable n'est à ce jour parvenue.

Dans un contexte financier incertain, dans le respect de ses obligations et de l'exercice de ses compétences, la CC4R présentera un budget 2018 en augmentation de dépenses de fonctionnement tout en gardant comme objectif prioritaire la maîtrise de l'évolution et la recherche constante d'optimisation et de mutualisation.

En investissement, pour marquer le dynamisme de cette nouvelle collectivité et pour satisfaire son rôle essentiel de porteur de projets structurants, il convient de finaliser les projets engagés par les anciennes communautés de communes et d'inscrire les projets nouveaux issus :

- Projets à finir :
 - Maisons médicales de Forges les Eaux, de Gaillefontaine – BEA en cours (estimation travaux + entretien sur 30 ans 3 550 000 € TTC hors recettes)
 - Participation aux aménagements des communes (fonds de concours attribués) - (Restes à réaliser – pas de nouveaux projets inscrits au BP 2018)
 - Finalisation des transferts de compétences opérés fin 2017 - Etudes en cours sur 2018
- Projets nouveaux :
 - Maison médicale de Gournay en Bray – Projet en étude - Estimation 2 000 000 € hors recettes -
 - Positionnement définitif sur les compétences facultatives de la CC4R et leur exercice - Etudes en cours sur 2018
 - Développement des projets liés à l'attraction économique et touristique du territoire (appui au développement de la filière « pommes », développement du projet de formations/co working) – Etudes en cours sur 2018.

SIEOM (Page 19)

Il est rappelé que le service de collecte et traitement des DM a intégré la CC4R depuis le 1/01/2017. Il était géré sous la forme d'un syndicat avant la fusion.

Il est géré en budget annexe, qui par définition, doit s'auto équilibrer en dépenses avec les recettes issues du service rendu.

Seules les recettes issues de la redevance incitative mise en place en 2014 équilibrent la section de fonctionnement. Les autres recettes proviennent du soutien financier des Eco-Organismes (CITEO (fusion d'Eco-Emballages et Ecofolio) OCAD3E, ECOTLC, ECOMOBILIER, de la vente des matériaux issus de la collecte sélective et des déchetteries, des participations financières des communes et des artisans pour l'utilisation des services déchetteries et quai de transfert.

Les investissements sont quant à eux portés pas les excédents de fonctionnement, les subventions ou le recours à l'emprunt.

RH : 17 agents au SIEOM

Finances :

En fonctionnement et en investissement, les CA 2017 (sous réserve de transmission et contrôle des comptes de gestion) font apparaître une situation saine de ce budget.

En fonction des retours de l'exécution des nouveaux marchés notifiés en début d'année, de la baisse de 10 % de la grille de tarification, il sera proposé, si la situation de la section de fonctionnement reste stable, de poursuivre la modification de la grille de tarification de la RI avant la fin de l'année 2018 pour une application en 2019.

Propositions de projets 2018 et années suivantes (page 21)

LOCAUX ADMINISTRATIFS DU SIEOM : Estimation 600 000 € TTC

Il convient, afin de se mettre en conformité au regard de la réglementation des conditions de travail de procéder à l'agrandissement des locaux du service en créant, notamment, des vestiaires hommes/femmes, de la mise en accessibilité.

DECHETTERIES : Estimation 430 000 TTC

Les déchetteries feront également l'objet de travaux d'amélioration d'accès, dans la continuité du projet engagé en 2017.

Des travaux d'aménagement sont prévus à la déchetterie de Serqueux (plateforme DMS/DEEE, voirie lourde d'accès à la plateforme, aménagement du nouveau terrain).

Des travaux sont également programmés à la déchetterie de la Feuillie (dalle béton DEEE, achat de banches pour renforcer le fossé en cours d'effondrement, peinture de protection sur la plateforme du haut de quai.

Travaux de raccordement électrique des bungalows DMS/DEEE

Travaux de raccordement réseau internet La Feuillie et Serqueux

Achat de 3 aires grillagées dédiées aux DEEE.

Achat de 3 bennes gravats.

QUAI DE TRANSFERT – REDEVANCE INCITATIVE (compris dans l'estimation « déchetterie »)

Poursuite des travaux de réparation au quai de transfert engagés en 2017.

Achat de filets de protection pour les 4 caissons de recyclables.

Equiper de système embarqué dans 2 camions recyclables afin de comptabiliser les levées suite à la mise en place de l'extension des consignes de tri ; les bacs sont déjà pucés.

Lancement d'une étude de faisabilité pour la mise en place de conteneurs semi-enterrés ou enterrés pour l'habitat vertical et les cœurs de ville.

PAV (Point d'Apport Volontaire) : Estimation 30 000 TTC

Achat de 2 PAV en bois pour le pôle multimodal.

Lancement d'un MAPA pour la réalisation de travaux de voirie, la fourniture et la pose de panneaux de communication sur les consignes de tri au niveau des PAV - rappel de la réglementation liées aux dépôts sauvages.

COMPOSTAGE : Estimation 5 000 TTC

Acquisition et implantation de panneaux de communication sur le compostage dans les 3 déchetteries et l'habitat collectif à Gaillefontaine, acquisition de 500 supports à destination des usagers, des autocollants pour bioseaux

VEHICULE : estimation 30 000 € TTC

Remplacement du véhicule Renault Kangoo acheté en 2003

Achat de matériel : 1 compresseur - 1 rouleau compacteur - Filet de protection DUCATO

INFORMATIQUE

Poursuite de l'informatisation des déchetteries (Extension du logiciel facturation RI sur 3 postes supplémentaires en vue de la délivrance des badges pour les déchetteries).

Budget annexe SSIAD (Page 23)

Le service intervient sur le périmètre de l'ex Communauté de communes du Canton de Forges les Eaux. La gestion de celui de l'ex communauté de communes de Gournay en Bray étant déléguée à La Croix Rouge.

Ce service permet à des administrés de bénéficier de soins ponctuels ou de longue durée, participe au maintien à domicile qui constitue une excellente alternative à l'hospitalisation, plus coûteuse et plus traumatisante.

Il assure également un service de « portage de repas à domicile » pour les habitants du même territoire.

Il est principalement financé par l'Agence Régionale de Santé qui verse une subvention sur la base du nombre de lits déclarés dans la convention qui nous lie et d'une grille tarifaire figée.

Budget de fonctionnement :

La situation connue en décembre 2017 avec un abondement du budget général afin de permettre le paiement des salaires et frais infirmiers est inacceptable tous les ans.

Trois réunions ont été organisées depuis janvier avec la croix rouge qui gère le service de Gounay afin d'étudier les optimisations de fonctionnement possible, la mutualisation etc... des pistes intéressantes sont d'ores et déjà en train de se dégager.

De plus, l'ARS a répondu favorablement à notre demande de rendez-vous et un rapport de l'activité sur les 3 derniers exercices est en cours de finalisation pour venir en appui de cette négociation.

Enfin, le SSIAD de la CC4R a été retenu dans le cadre d'une étude nationale sur les offres de soins à domicile et nous participeront à cette étude.

M. Picard laisse les élus s'exprimer sur ces orientations budgétaires.

Les élus ont posé les questions suivantes et émis les observations qui suivent :

M. Turban regrette de ne pas avoir eu plus de temps pour parcourir le document (D.O.B).

M. Duclos se demande ce que la communauté de communes pourrait apporter de plus que les syndicats intercommunaux présents sur le territoire qui fonctionnent très bien à des coûts très peu élevés.

M. Picard lui répond qu'il est tout à fait d'accord avec lui, qu'il constate que des structures comme les SIVOS fonctionnent très bien et perdraient de leur efficacité si elles remontaient à l'échelle intercommunale. Pour d'autres compétences comme les ordures ménagères, celle-ci est complètement intégrée à la Com-

Com. Pour les transports, il est difficile sur ce territoire, de joindre la région, pour régler les problématiques liées au transport scolaire. Pour conclure sur ce sujet, M. le président précise qu'il y a tout intérêt à conserver des syndicats de proximité.

M. Patris demande quelle est la norme d'endettement pour une collectivité comme celle des 4 rivières.

M. le président lui répond que la norme consentie par l'état comme étant un endettement acceptable est de 12 ans.

M. Dion pense qu'il faut être prudent pour le transfert des charges et souhaite savoir ce qu'il en est pour le transfert des compétences eau/assainissement à la Com-Com.

M. le président répond que l'état a confirmé qu'en 2020, ce sont les communautés de communes qui auront la compétence eau/assainissement, avec toutefois la possibilité aux syndicats d'eau qui œuvrent sur au moins 2 territoires communautaires différents, de rester indépendant (les Com-Com délégueraient cette compétence au syndicat d'eau présent sur le territoire).

M. Patris précise qu'il ne faut pas attendre l'augmentation des taux de crédit pour faire évoluer les projets.

M. le président répond que les projets proposés au D.O.B sont des projets à court et moyen terme.

M. Turban constate que la culture ne figure pas dans le D.O.B.

M. le président lui répond que la compétence n'est pas encore étudiée et actée par le conseil.

Le conseil communautaire, décide à l'unanimité, de valider le rapport et les orientations budgétaires pour l'année 2018.

Informations et questions diverses

- M. le président informe les élus qu'une permanence du C.D.G 76 se tiendra à la communauté de communes, au bureau de Gournay, le 16 mars prochain de 9h30 à 12h. Un courriel a été adressé à toutes les mairies.
- M. le président transmet une information de la part de M. Delwarde qui organise un transport pour se rendre au salon de l'agriculture ce lundi 26 février (au départ d'Hodeng-Hodenger et Gournay-en-Bray).
- M. Grisel informe le président que le hameau du « Bois Gautier » sur la commune de La Chapelle St Ouen n'a pas été collecté en ordures ménagères et recyclables depuis 5 mois. Hameau en travaux (remplacement de la canalisation d'eau potable), le camion de la collecte accède difficilement dans le chemin, qui est étroit, cela concerne une dizaine d'habitations. Le S.I.E.O.M est prévenu de ce problème.
- M. Larchevêque indique que les flyers de communication du S.I.E.O.M ont été distribués dans les boîtes aux lettres en même temps que la publicité. Mme Elie et d'autres élus confirment la distribution dans ce sens.
- Mme Elie demande si un groupement de commandes, des travaux de voirie, sera reconduit cette année.

M. le président lui répond que ce type de service de mutualisation apportée aux communes, est indispensable. C'est l'exemple typique qui permet d'obtenir des meilleurs prix et qui peut être réalisé dans d'autres secteurs.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h50.